



HAL
open science

Au Nord, c'était les barons : évolution des forces politiques dans les Hauts-de-France à l'aune du premier tour du scrutin municipal de 2020.

Camille Kelbel, Marie Neihouser, François Briatte, Giulia Sandri,
Felix-Christopher von Nostitz

► To cite this version:

Camille Kelbel, Marie Neihouser, François Briatte, Giulia Sandri, Felix-Christopher von Nostitz. Au Nord, c'était les barons : évolution des forces politiques dans les Hauts-de-France à l'aune du premier tour du scrutin municipal de 2020.. 2020. hal-04489116

HAL Id: hal-04489116

<https://hal.science/hal-04489116v1>

Submitted on 5 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Terrains de campagnes

Les municipales de 2020 vues par des chercheurs en science politique

Des politistes issus de 15 laboratoires de recherche livrent leurs premières analyses sur ce scrutin.

23 MARS 2020 PAR TERRAINSCAMPAGNES

Au Nord, c'était les barons : évolution des forces politiques dans les Hauts-de-France à l'aune du premier tour du scrutin municipal de 2020.

Ce post propose un bilan au lendemain du premier tour des élections municipales de 2020 en termes de mairies détenues et d'équilibre des forces politiques dans les 316 villes de plus de 3.500 habitants de la région des Hauts-de-France. Ici comme ailleurs, le principal fait marquant de ces élections en a sans conteste été le faible taux de participation (voir le billet de Tristan Haute sur ce blog). Pourtant, plusieurs autres grands enseignements du scrutin méritent que l'on s'y attarde.

Focus sur la France "d'en Hauts"

Alors même que la plupart des études se concentrent sur les grandes villes, nous analysons ici l'ensemble des villes ayant utilisé le scrutin proportionnel de listes sur l'ensemble de la période^[1]. Nous le faisons à l'échelle d'une région comprenant à la fois des zones fortement urbanisées et d'autres nettement plus rurales, mais se hissant à la seconde place des régions les plus densément peuplées de France métropolitaine. Du fait de ce seuil, notre échantillon s'appuie sur une majorité de communes des anciens départements du Nord-Pas-de-Calais, – le Nord demeurant le département le plus peuplé de l'ensemble du territoire national, et le Pas-de-Calais occupant quant à lui la huitième place. Nous couvrons 60 % des 4.259.000 d'inscrits qui constituent le corps électoral de la région^[2], en laissant de côté principalement des municipalités dont le jeu politique est souvent peu en lien avec le système partisan dominant la vie politique à l'échelle nationale.

Etudier la région Hauts-de-France permet également de retracer l'évolution de certaines forces politiques qui s'y distinguent particulièrement. D'une part, la région fournit un terrain « idéal-typique » permettant d'observer l'érosion électorale supposée de la gauche, en particulier socialiste. Cette dernière, malgré le revers subi en 2014, y demeure fortement ancrée. D'autre part, le Rassemblement National a fait de l'ancien Nord-Pas-de-Calais l'un de ses bastions historiques (Huc, 2019^[3]). Y ayant remporté deux municipalités en 2014 (Hénin-Beaumont qui

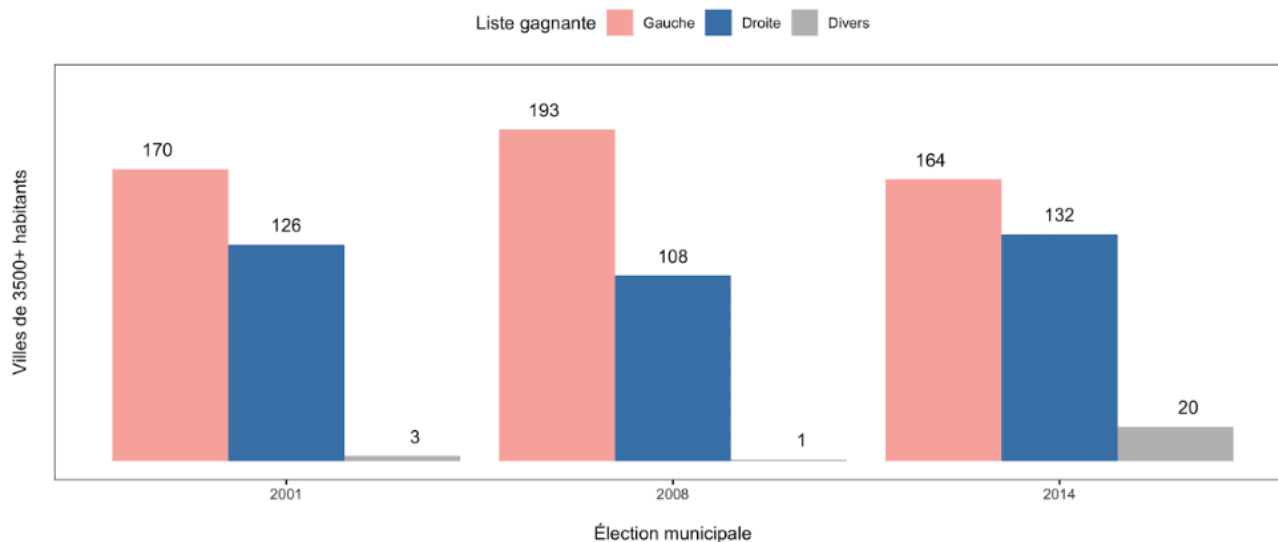
avait été acquise dès le premier tour, et Villers-Cotterêts) et réalisé de très bons scores dans plusieurs autres (notamment à Bruay-la-Buissière, Carvin ou encore Grenay), il fait presque naturellement de ce territoire l'un des points d'observation privilégiés pour 2020.

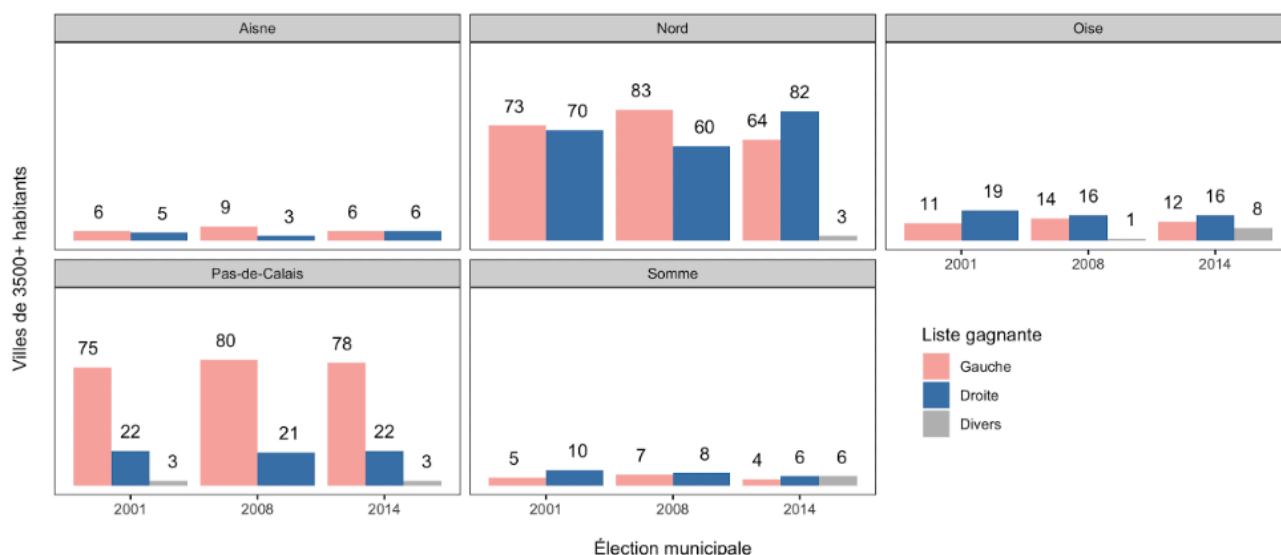
Le paysage politique local entre évolutions et permanences (2001-2014)

La domination électorale dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais des partis socialiste et communiste, qui pendant presque un siècle se sont disputés la quasi-totalité des mairies du territoire, semble s'essouffler. Pourtant, s'ils ne retrouvent pas leur audience électorale du passé – loin s'en faut –, ils en demeurent toutefois les acteurs dominants.

Les élections municipales de 2014 avaient vu une nette victoire de la droite à l'échelle nationale, largement interprétée comme une sanction envers François Hollande, aux commandes depuis deux ans. À la veille des élections de mars 2020, les Hauts-de-France font ainsi figure d'exception en ce que la droite dirige 32 communes de moins que la gauche dans notre panel. Avant ce dimanche, elle était donc à la tête de 132 villes moyennes et grandes (soit 42 % d'entre elles) de la région (dont Tourcoing, Roubaix, Valenciennes ou encore Maubeuge), quand la gauche en détenait 164 (52 %) dont 15 étiquetées comme exclusivement socialistes. Le recul avait pourtant été net pour la gauche par rapport aux scrutins précédents, puisque celle-ci administrait 57 % des communes de notre échantillon à l'issue des municipales de 2001 et même 64 % d'entre elles après celles de 2008. À l'époque, le PS avait d'ailleurs largement bénéficié de ces résultats, remportant à lui seul 43 communes (sans compter les communes remportées en coalition par des listes 'union de la gauche').

Figure 1 : Listes gagnantes dans les communes de plus de 3.500 habitants dans l'ensemble de la région Hauts-de-France et par département^[4]





À l'échelle de la région, la gauche a donc systématiquement surclassé la droite en nombre de communes décrochées lors des trois derniers scrutins municipaux. Vu le faible nombre de communes de l'échantillon dans les départements picards, ce maintien s'explique surtout par l'ancrage à gauche du Pas-de-Calais où plus de 80 % des communes de plus de 3.500 habitants sont encore détenues par elle à l'aube du scrutin de 2020. Cet ancrage y est davantage marqué que dans le Nord, où la tendance s'est d'ailleurs inversée en 2014 suite à la perte sèche de 19 communes de plus de 3.500 habitants – à l'instar de ce qui s'est passé au niveau national lors de ces mêmes élections intermédiaires.

2020: Au nord, rien de nouveau ?

Si l'on agrège les scores réalisés par les différentes listes de gauche d'une part et de droite de l'autre commune par commune, la gauche arrive en tête au premier tour de dimanche dernier dans 144 communes soit 46 % des municipalités de notre échantillon. La droite fait de même dans 134 communes (42 % des municipalités de notre échantillon). Si la droite semble donc encore à même de grappiller quelques communes à la gauche, cette dernière demeure la force politique dominante de la région au moment des négociations entre listes qualifiées pour le second tour. De par le poids électoral de ces différentes composantes, elle reste ainsi en mesure de remporter davantage de communes que la droite.

Un autre angle possible d'analyse produit par ailleurs des résultats similaires. Le décompte des listes arrivées en tête au premier tour montre qu'une liste de gauche s'est démarquée dans 147 communes, tandis qu'une liste de droite fait de même dans 135 municipalités (cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Listes arrivées en tête au premier tour des élections municipales de 2020

Tendances politiques par étiquette

Nombre de communes de + 3.500 habitants

Extrême-gauche, PCF, LFI (LEXG, LCOM, LFI)

16

	PS (LSOC)	14
Gauche (147)	EELV (LEVC)	1
	Autres listes de gauche (LRDG, LDVG, LUG)	115
Droite (135)	Centre (LREM; LMDM; LUDI; LUC, LDVC)	44
	Droite traditionnelle (LLR; LUD; LDVD)	88
	Extrême-droite (LRN)	3

Parmi les 147 listes de gauche arrivées en tête, 16 appartiennent au PCF, à LFI, ou à l'extrême-gauche, 14 sont étiquetées spécifiquement PS, quand l'immense majorité représente des listes 'divers gauche'. Europe Écologie les Verts peine à tirer son épingle du jeu dans la région, en ne menant la danse que dans une seule commune, où il était sans opposition (Loos-en-Gohelle). Du côté des 135 listes de droite sorties gagnantes du premier tour, on constate que 44 s'inscrivent en fait plus précisément au centre (LREM, MoDeM, UDI, Union du centre), 88 au sein de la droite 'traditionnelle' (Union de la droite, divers droite, LR) et seulement trois à l'extrême-droite (RN).

De fait, le RN conserve dès les premier tour les deux communes acquises en 2014 : Hénin-Beaumont où la liste de Steeve Briois totalise cette fois 74,21 % des voix, et Villers-Cotterêts où Franck Briffaut est réélu avec 53,47 % des suffrages. Comme cela semble être le cas sur l'ensemble du territoire national, le parti d'extrême-droite peine en revanche à conquérir de nouvelles villes. En sus des deux précédemment citées, il n'arrive en tête du premier tour que dans une seule commune de la région : Bruay-la-Buissière – et ce malgré un maillage accru puisqu'il se présentait dans 71 communes des Hauts-de-France contre 69 en 2014, 15 en 2008 et 23 en 2001.

De fieffés vainqueurs

Indicateur intéressant de l'instabilité politique et des recompositions à l'échelon local, le taux de reconduction des mairies sortantes par tendance^[5] en 2008 et 2014 révèle peut-être davantage la nature particulière du scrutin de 2020. En premier lieu, la comparaison des taux de reconduction à l'issue des premiers tours des différents scrutins est instructive. Elle montre que si la droite n'avait pu conserver que 58,7 % de ses mairies en 2008, ce score s'élevait à 64,8 % en 2014. En miroir presque parfait, le scrutin de 2014 n'avait permis à la gauche que de conserver 48,7 % de ses municipalités au premier tour, contre 74,1 % au scrutin précédent. Or, la droite et la gauche enregistrent toutes deux après dimanche un taux de reconduction post premier tour relativement élevé, de respectivement 71,2 % et 63,4 %. Au total, sur les 164 communes détenues par la gauche au matin du premier tour du 15 mars, 104 lui sont donc directement revenues le soir même, tandis que la droite n'a maintenu aucun suspense dans 94 des 132 municipalités qu'elle administrait déjà.

Mais ce sont surtout les taux de reconduction à l'issue du second tour qui confirment les phénomènes de fortes implantations locales. Ainsi, même lorsqu'une tendance perd les élections, elle parvient depuis 2008 à conserver les trois-quarts des mairies qu'elle détenait (gauche en 2014, droite en 2008). En 2008, la gauche avait ainsi reconquis 157 des 170 communes qu'elle détenait avant le passage aux urnes, paroxysme de la faible alternance politique au niveau local. Dans une dynamique inverse, le revers subi par la droite au scrutin local de 2008, s'était traduit dans la région étudiée par une perte de 31 des communes de taille moyenne et grande. Au final, on peut donc penser que si le second tour avait eu lieu dimanche prochain, les reconductions auraient été encore plus élevées que de par le passé.

Tableau 2 : Taux de reconduction et bilans par grande tendance politique*

		T1				Bilan final (T1 + T2)				
		Mairies sortantes	Gains	Pertes	Solde	Taux de reconduction au T1	Gains	Pertes	Solde	Taux de reconduction après T2a
2008	Gauche	170	11	7	+4	74,1	34	13	+21	92,4
	Droite	126	7	10	-3	58,7	12	31	-19	75,4
2014	Gauche	193	5	14	-9	48,7	10	47	-37	75,6
	Droite	108	9	12	-3	64,8	40	19	+21	82,4
2020	Gauche	164	8	15	-7	63,4	–	–	–	–
	Droite	132	7	12	-5	71,2	–	–	–	–

*Nombre de mairies sortantes 'autres/divers': 3 en 2008, 1 en 2014, 20 en 2020.

L'étude des régularités et des recompositions des forces politiques de cette 'France d'en Hauts' à l'aune du premier tour des élections municipales de 2020, nous a permis d'illustrer certaines des tendances de fond qui animent politiquement la région. Plus encore, il semblerait qu'en ce qui concerne les équilibres en présence, la crise sanitaire à laquelle fait face le pays et la faible participation qui en a découlé ont eu pour principal effet de reproduire (en les accentuant parfois) les dynamiques électorales propres à cette région : reconductions des sortants, implantation locale forte de la gauche et fortement localisée du RN, territoires très marqués politiquement de part et d'autre.

Camille Kelbel

Marie Neihouser

François Briatte

Giulia Sandri

Felix-Christopher von Nostitz

(ESPOL, Lille)

[1] Le scrutin proportionnel est utilisé dans les villes de plus de 1.000 habitants depuis 2001, mais à des fins de comparaison, nous ne retenons dans notre analyse que les villes de plus de 3.500 habitants.

[2] Chiffres INSEE par région, uniquement disponibles au 1er mars 2017.

[3] Huc, Arnaud (2019), "FN du Nord contre FN du Sud ? Analyse sociogéographique des électors Le Pen en 2017", *Revue française de science politique*, Vol. 69, pp.7-31.

[4] Pour chaque élection, la gauche comprend l'ensemble des listes étiquetées dans les nuances allant de l'extrême-gauche aux écologistes ; pour sa part, la droite comprend, en plus de la droite traditionnelle, l'ensemble des forces politiques allant du centre à l'extrême-droite, tandis que la catégorie 'divers' regroupe des listes non immédiatement identifiables comme appartenant à l'une des deux tendances (listes 'divers', listes régionalistes, etc.).

[5] Nous analysons ici les basculements gauche/droite uniquement.

 **NON CLASSÉ**

Les rubriques du Monde.fr +

Les services du Monde +

Sur le web +

Les sites du Groupe +

Partenaires Le Monde +

Suivez-nous

Recevez nos newsletters

Index actualités [2021](#) [2020](#) [2019](#) [2018](#) [2017](#)

© Le Monde.fr | [CGV](#) | [Fréquentation certifiée par l'OJD](#) | [Données personnelles](#) | [Mentions légales](#) | [Qui sommes-nous ?](#) | [Charte groupe](#)
| [Publicité](#) | [Aide \(FAQ\)](#)

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'actualité. Découvrez chaque jour toute l'info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.